

5° *Article L. 931-34* du code de la sécurité sociale pour les institutions de prévoyance.

L. 3344-2

Ordonnance n°2007-329 2007-03-12 JORF 13 mars 2007

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Les dispositifs d'augmentation du capital mentionnés à l'article *L. 3344-1* peuvent également être mis en place au sein d'un groupe constitué par des sociétés régies par la *loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947* portant statut de la coopération, les unions qu'elles ont constituées et les filiales que celles-ci détiennent.

## *Section 2 : Entreprises dépourvues de dispositif d'épargne salariale*

L. 3344-3

Ordonnance n°2017-1386 du 22 septembre 2017 - art. 4

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Dans les entreprises dépourvues de délégué syndical dans lesquelles un comité social et économique existe et aucun accord d'intéressement ou de participation n'est en vigueur, l'employeur propose, tous les trois ans, un examen des conditions dans lesquelles pourraient être mis en oeuvre un ou plusieurs des dispositifs mentionnés aux titres Ier à III.

## *Chapitre V : Dépôt et contrôle de l'autorité administrative*

### *Section 1 : Dépôt.*

L. 3345-1

Ordonnance 2007-329 2007-03-12 JORF 13 mars 2007

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

L'accord d'intéressement, l'accord de participation et le règlement d'un plan d'épargne salariale, lorsqu'ils sont conclus concomitamment, peuvent faire l'objet d'un dépôt commun dans les conditions applicables aux accords d'intéressement.

### *Section 2 : Contrôle de l'autorité administrative.*

L. 3345-2

LOI n°2022-1198 du 16 août 2022 - art. 4 (V)

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Les organismes mentionnés aux articles *L. 213-1* ou *L. 752-4* du code de la sécurité sociale ou à l'*article L. 723-3 du code rural et de la pêche maritime* disposent d'un délai, fixé par décret, à compter du dépôt auprès de l'autorité administrative des accords mentionnés aux articles *L. 3313-3* et *L. 3323-4* du présent code et des règlements des plans d'épargne mentionnés aux articles *L. 3332-9*, *L. 3333-2*, *L. 3334-2* et *L. 3334-4* du présent code et aux articles *L. 224-14* et *L. 224-16* du code monétaire et financier, pour demander le retrait ou la modification des clauses contraires aux dispositions légales, à l'exception des règles relatives aux modalités de dénonciation et de révision des accords.